



Organisation des Nations Unies pour
l'éducation, la science et la culture

Le bulletin d'information
du Secteur de l'éducation
de l'UNESCO

L'éducation AUJOURD'HUI

ALPHABETISER ? OUI. MAIS QUAND ?

A L'INTERIEUR



APPRENTISSAGES

Violence scolaire
au Brésil
p. 3



DOSSIER

L'alphabétisation,
clé d'une vie meilleure
p. 4



EDUCATION POUR TOUS

Le point de vue
des Africains
p. 8-9



EN BREF

Initiatives
du monde entier
p. 10

Pour que l'alphabétisation des millions de personnes qui ne savent ni lire ni écrire porte ses fruits, des questions doivent être posées. Notre dossier spécial de quatre pages analyse l'ampleur du problème, les groupes-cibles à atteindre, ce qui fonctionne et la défaillance des gouvernements.

EDITO

Associer une nouvelle décennie à une cause, ou une nouvelle année à un thème, est une tradition des Nations Unies. Mais combien parmi le personnel de l'ONU – sans parler du grand public – pourraient dire dans quelle « décennie de ceci » ou « année de cela » nous nous trouvons ? Très peu je suppose. La tradition onusienne consistant à baliser des périodes où l'on s'intéressera à tel phénomène a perdu de sa crédibilité et de son efficacité. Voilà qui est préoccupant au moment où le Secteur de l'éducation de l'UNESCO se prépare à coordonner, de 2003 à 2012, la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation. Que pouvons-nous faire ?

Notre défi consiste à faire de cette Décennie pour l'alphabétisation un vecteur de mobilisation des énergies et des ressources, et, surtout, à démontrer d'ici 2012 que le monde compte un plus grand nombre d'alphabétisés que si nous avions continué comme auparavant.

Nous partons avec un avantage : si certaines décennies de l'ONU voient leur sujet soumis à controverse, nul ne nie l'importance de l'alphabétisation. Dans un ouvrage important, *Does Education Matter? Myths about Education and Economic Growth* [L'éducation prime-t-elle ? Les mythes de l'éducation et de la croissance économique], Alison Wolf a récemment démenti l'orthodoxie actuelle sur l'importance du soutien de l'Etat, tout en affirmant que « l'on peut plaider pour une forte responsabilité de l'Etat pour l'éducation de base ».

La Décennie pour l'alphabétisation sera pour nous l'occasion d'accorder plus d'attention à ce résultat fondamental de l'éducation de base. L'élan pour l'alphabétisation ne doit pas être vu comme concurrent avec le soutien général donné à l'éducation de base. L'éducation pour tous demeure la principale mission de l'UNESCO. Faisons de la Décennie pour l'alphabétisation l'un des programmes phares de notre campagne pour l'éducation pour tous, en ralliant ceux qui veulent réduire de moitié l'analphabétisme d'ici 2015, comme spécifié à Dakar.

Avec cet objectif ambitieux, nous devons aussi aborder l'organisation de la Décennie de manière pratique. Notre but n'est pas d'ajouter de nouveaux cadres théoriques pour débattre de l'alphabétisation, ni de créer de nouveaux organismes. Certains verront peut-être le jour, mais l'objectif est d'émanciper des centaines de millions de nos concitoyens en les aidant à apprendre à lire, et à continuer de lire par la suite.

John Daniel

Sous-Directeur général de l'UNESCO pour l'éducation

L'ordinateur ouvre des horizons

L'informatique n'a plus de secrets pour les enseignants, les élèves et les communautés du sud Liban

L'école primaire de Rmeish, au sud Liban, comptait sept ordinateurs, mais ni les enseignants ni les élèves ne savaient s'en servir. C'était en 2000, année de la restitution du territoire par Israël.

« Une étude a démontré que la population manquait cruellement de connaissances informatiques », explique Ramzi Salamé, du bureau de l'UNESCO à Beyrouth. Depuis, un projet lancé par l'UNESCO à Bint Jbeil, Marjeyoun et El-Khiam en mai 2001, en collaboration avec le gouvernement, a permis de former 650 personnes.

Trois centres financés par l'UNESCO à hauteur de 24 000 dollars EU ont été ouverts. La priorité va aux enseignants du primaire, aux élèves des instituts de formation des maîtres et aux parents d'élèves. S'il y a de la place, les communautés peuvent également en bénéficier. Les cours sont gratuits pour les enseignants et les élèves ; les autres acquittent un droit modique.

« Bien que l'informatique soit au menu des nouveaux programmes scolaires, elle n'était pas enseignée, faute de formation », explique Joumana Nada, 28 ans, professeur de français. « Je sais maintenant me servir d'un ordinateur et j'ai commencé à enseigner à mon tour ».

Des militaires se sont également inscrits. « Nous voulions rappeler aux officiers que les soldats aussi ont droit à l'éducation », relève Ramzi Salamé. « Je resterai analphabète tant que je ne saurai pas me servir d'un ordinateur », s'enflamme Mansour Zahredine, un sergent de 40 ans. Quant à Nakad Makhoul, journaliste au chômage, il espère que cela l'aidera à retrouver du travail.

« Les gens commencent à acheter des ordinateurs et les élèves forment leurs



Jeunes et moins jeunes s'initient à l'ordinateur

camarades », se félicite Ramzi Salamé. « Si seulement j'avais pu suivre ce cours plus tôt », soupire Faten Hamadeh, 14 ans. « Toutes mes copines veulent s'y inscrire ». Mais l'effet boule-de-neige ne s'arrête pas là. L'UNESCO a mis au point un cahier des charges destiné aux laboratoires d'informatique des écoles, qui fixe les normes à respecter face au danger de l'ex-

position au soleil, aux effets néfastes de la poussière et aux problèmes d'alimentation électrique. Devant la pénurie d'électricité, le milieu des affaires s'est mobilisé : le patron d'un restaurant a accepté de partager son générateur avec le centre de Bint Jbeil, et le ministre de la santé a autorisé un hôpital public à alimenter en électricité celui de Marjeyoun.

Le projet a suscité aussi un grand élan de solidarité pour équiper les écoles publiques en ordinateurs. Entreprises et personnes privées font don de leurs matériels anciens, remis à neuf et munis de nouveaux logiciels. 500 ordinateurs ont déjà été cédés, et un philanthrope en a même offert 200. « Nous comptons étendre cette stratégie à l'ensemble du pays », confie Ramzi Salamé.

Contacts : Ramzi Salamé et Noha Bawazir, UNESCO-Beyrouth ; mél : r.salame@unesco.org ou n.bawazir@unesco.org

Jours de gloire pour les jeunes

Des formations ouvrent aux enfants de la rue et aux jeunes délinquants de

Dans la menuiserie, Mohamed Traoré, 16 ans, manie le rabot avec enthousiasme, le visage en sueur, le tee-shirt constellé de copeaux. Cela fait trois ans déjà qu'il apprend le métier dans cet atelier géré par le centre d'accueil des jeunes ouvert en 1987 à Bamako par l'ONG Enda tiers-monde.

Le centre forme les enfants défavorisés à un métier, tel que la menuiserie, la teinturerie, la peinture ou la maçonnerie. 500 garçons et filles ont été formés et alphabétisés depuis sa création.

Il n'était pourtant pas facile d'en arriver là. Mohamed et ses camarades du centre avaient grandi à l'école de la rue. Il a fallu gagner leur confiance et les convaincre de l'importance de l'éducation.

« Ils n'acceptent d'apprendre que s'ils ont foi en l'avenir », confie Florence Migeon, du programme de l'UNESCO pour l'éducation des enfants en situation difficile.

En collaboration avec P. A. U. Education, un éditeur espagnol, l'UNESCO a lancé en 2000 « Le Livre blanc de notre avenir », un projet qui permet à des enfants comme Mohamed d'imaginer le futur pour croire en l'avenir. Au Mali, 200 enfants de la rue ont ainsi dessiné et raconté leur quotidien et exprimé leur rêve de devenir un jour infirmière, chauffeur ou journaliste. Réunis en un livre, leurs récits ont été envoyés aux autorités.

« Nous voulons montrer le talent formidable, mais négligé, de ces garçons et ces filles qui vivent dans la rue », commente Florence Migeon. « Beaucoup ont fréquenté l'école, mais ont été rejetés par elle. Nous devons écouter ce qu'ils pensent de leur réinsertion dans la société, sinon nous les perdrons de nouveau ».

Mohamed ne veut plus jamais retourner à la rue. Les cicatrices qui marquent son bras et sa tête rappellent les souffrances qu'il y a connues.

Violence scolaire

La violence investit les écoles brésiliennes, selon une enquête récente de l'UNESCO à Brasilia



© Niven Franci

La violence s'accroît chez les jeunes du Brésil, où les élèves peuvent facilement se procurer des armes

Le policier Israel Melo da Silva a été abattu le 27 mai dernier par des élèves du collège Senador Novaes Filho de Recife, au Brésil. Ironie du sort, c'était sans doute une réponse à une intervention de la police dans l'établissement pour y interdire la drogue et les armes.

Violencias nas Escolas, une étude du bureau de l'UNESCO à Brasilia sur la délinquance et le trafic de drogue au sein et à proximité des établissements scolaires, présente des résultats effrayants : près de 4 % des élèves interrogés ont reconnu posséder ou avoir possédé une arme à feu ; et 70 % de ces derniers – près de 130 000 élèves –, ont déclaré que c'était pour s'en servir à l'école.

« Nous avons enquêté dans les écoles pour obtenir des informations de première main et pour comprendre les causes de cette violence chez les jeunes Brésiliens », indique Jorge Werthein, directeur de l'UNESCO à Brasilia.

Première surprise, la disponibilité des armes : 9 % des élèves ont affirmé savoir où, et auprès de qui, ils pouvaient en acheter, une opération fort simple pour 55 % d'entre eux. Les élèves dont les parents détiennent des armes à feu sont témoins d'actes plus violents que ceux dont les parents n'en possèdent pas. En outre, les élèves sont les premières victimes de la violence scolaire, devant les enseignants et le personnel scolaire. Se procurer de la drogue ne semble pas plus compliqué. « Le square en face de l'école sert de rendez-vous aux trafiquants », explique un enseignant du privé.

Les établissements privés ne sont pas épargnés. Bien que la fréquence des incidents y soit moindre, la différence est négligeable, selon l'étude. « Ce qui nous a surpris, c'est le nombre d'élèves armés de revolvers et de couteaux », ajoute J. Werthein.

L'enquête, qui a nécessité deux ans de travail, a touché 55 000 personnes – parents, élèves et enseignants. Financée par le Ministère fédéral de la justice, les ministères provinciaux de l'éducation et quatorze municipalités, avec le soutien d'organismes d'aide internationale, elle a porté sur 340 écoles publiques et privées dans 14 grandes villes du Brésil. « C'est la plus vaste étude de ce type jamais réalisée en Amérique latine », précise Jorge Werthein.

Prochaines étapes ? Grâce aux données de l'enquête, les autorités municipales et fédérales préparent des mesures visant à améliorer l'environnement scolaire et à juguler l'absentéisme. Des programmes comme celui des Ecoles de la paix, lancé par l'UNESCO dans plus de 400 établissements, seront mis en œuvre ou étendus : des études ayant révélé une aggravation de la violence le week-end, ce projet ouvre les écoles le samedi et le dimanche pour des activités culturelles, sportives et artistiques pour occuper les jeunes.

Contact : Jorge Werthein, UNESCO-Brasilia, méil : uhbrz@unesco.org.br

durs du Mali

Bamako la voie de la réinsertion sociale

« J'ai dû voler pour vivre », reconnaît-il. « Je me faisais prendre et on me battait. Je croyais que c'était la seule façon de m'en sortir. Je ne veux plus jamais revivre ça ». Aujourd'hui, Mohamed gagne assez pour payer sa nourriture et ses vêtements, et il a loué avec un ami une maison dont le loyer sera financé pour moitié par Enda. Il rêve d'ouvrir son propre atelier et de devenir un menuisier renommé.

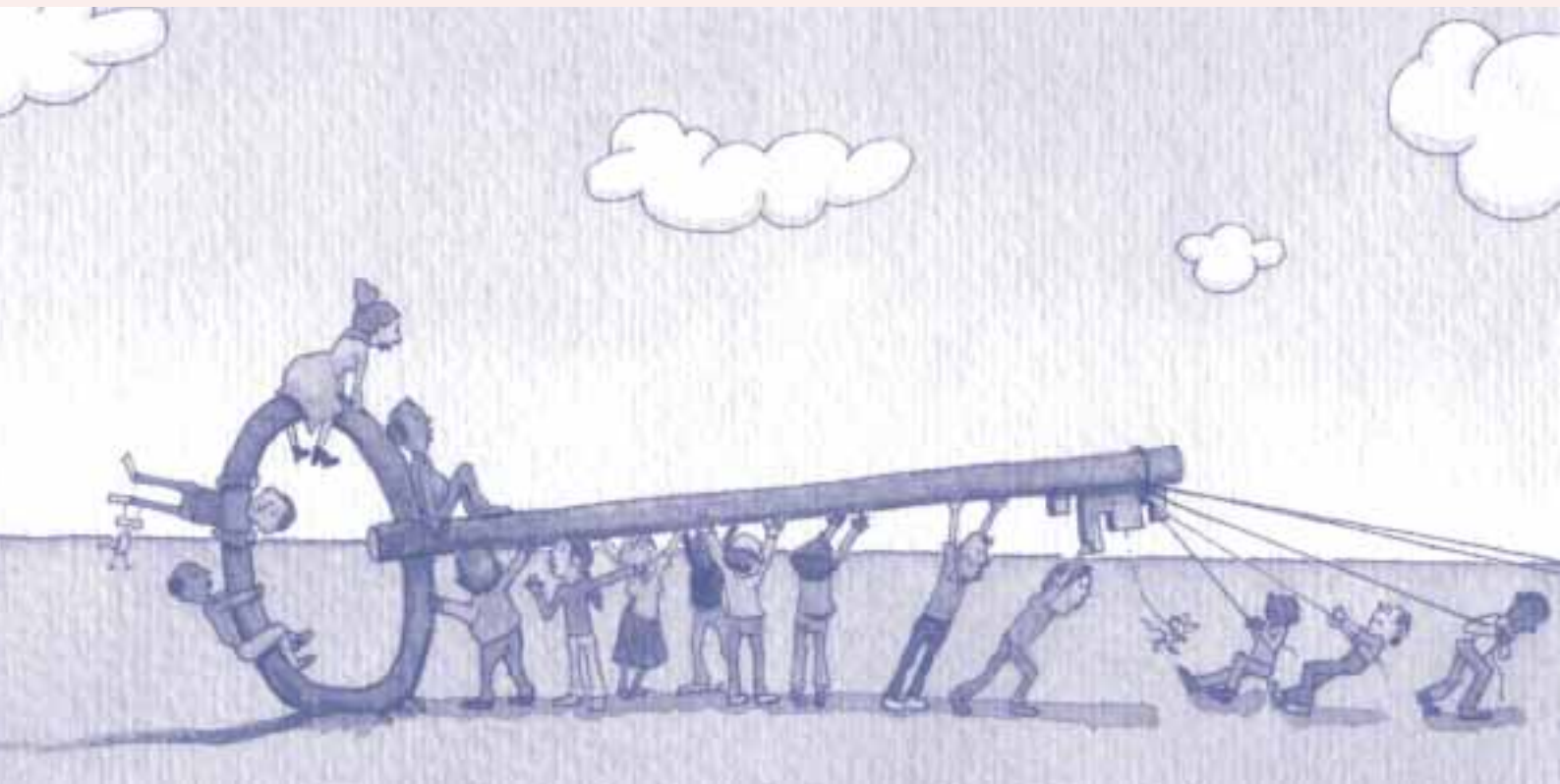
L'expérience malienne traverse les frontières. Le Honduras à son tour a produit un livre blanc auquel ont participé plus de 100 enfants. Le concept gagne l'Europe où la jeunesse marginalisée de Barcelone, de Marseille et de Bruxelles aura bientôt l'occasion de formuler son espoir d'un avenir meilleur.

Contact : Florence Migeon, UNESCO Paris, méil : f.migeon@unesco.org

Reportage : Bréhima Touré, à Bamako (Syfia International)

Alphabétisation – 877

Pour changer la vie de centaines de millions de personnes en leur apprenant à lire et écrire, il faut ne sont-ils pas plus actifs ? Comment réussir l'alphabétisation ? Comment évaluer les résultats ?



Erik Staal

« Je passe ma vie aux champs. Pourquoi apprendre à lire ? La Bible, on m'en parle à la messe. Les nouvelles, je les écoute à la radio. Un journal me coûterait aussi cher qu'un kilo de sel », regimbe Godfroid Bimenyimana, cultivateur rwandais de 57 ans.

Comme Godfroid, ils sont des millions qui n'ont pas le désir d'apprendre à lire et à écrire, parce qu'ils n'en voient pas l'utilité. Faut-il alors alphabétiser de force ?

Pour le Pr H. S. Bholá, expert en éducation, « savoir lire et écrire est la seconde conquête de l'humanité » après le langage. Echouer dans l'alphabétisation serait dénier aux individus la qualité d'être humain à part entière.

Pour Claudia Harvey, de l'UNESCO, « c'est une question d'éthique. A-t-on le droit de refuser l'accès du monde moderne à 877 millions

de personnes, uniquement parce que ce sont des ruraux difficiles à atteindre ? »

L'alphabétisation est essentielle, confirme Adama Ouane de l'Institut de l'UNESCO pour l'éducation, « elle est la clé du coffre à outils qui contient l'autonomisation, l'accès à une vie meilleure, la vie démocratique, et des familles réduites et en meilleure santé ». A preuve, dit-il, le fait que deux des six objectifs de Dakar mentionnent l'alphabétisation des adultes. Mais parce qu'elle est « la clé des clés » elle sous-tend la totalité des six objectifs. Chez les femmes, en particulier, ses bienfaits sont immenses : une étude menée au Bangladesh indique que les femmes ont trois fois plus de chances de se rendre à un meeting politique lorsqu'elles ont étudié jusqu'au secondaire, que lorsqu'elles n'ont jamais été à l'école.

Qu'entend-on par « alphabétisation » ? Il ne s'agit pas seulement d'apprendre à lire, écrire et compter. L'alphabétisation ouvre à d'autres compétences, indispensables à l'autonomie de l'individu et à sa participation à la société : être alphabétisé, c'est pouvoir lire le mode d'emploi des engrais ou une ordonnance, consulter les horaires des bus, ou tenir les comptes d'un commerce.

L'ampleur du problème

En 2000, le monde comptait quelque 877 millions d'analphabètes adultes, et 113 millions d'enfants non scolarisés. Plus des deux tiers (68 %) vivent en Asie de l'est et du sud. Les femmes forment les deux tiers des adultes analphabètes. Dans certaines régions, les oubliés de l'alphabétisation sont les minorités ethniques ou linguistiques,

millions d'oubliés

d'abord répondre à quelques questions. Pourquoi les gouvernements Et pourquoi l'alphabétisation est-elle si importante ?



dans d'autres, les habitants des régions reculées. Les Etats arabes et l'Afrique subsaharienne ont un taux d'analphabétisme de 38 % et 37 % respectivement. En Amérique latine et dans les Caraïbes, il est de 12 %.

Dans les pays développés, l'analphabétisme fonctionnel est fréquent. Une étude de l'OCDE sur l'alphabétisation des adultes dans 20 pays industrialisés révèle qu'au moins un adulte sur quatre n'a pas un niveau suffisant pour répondre aux exigences du quotidien.

Pourquoi ces faibles performances ? Pour Winsome Gordon, chef de la Section de l'enseignement primaire à l'UNESCO, la formation des maîtres à l'enseignement de la lecture reste médiocre et les programmes ne lui accordent pas une place suffisante. « L'école doit consacrer plus de temps à la lecture pour que les enfants soient alpha-

bétisés définitivement dès la fin du primaire », estime-t-elle.

La motivation d'apprendre est essentielle et celle-ci est souvent religieuse : lire la Bible ou le Coran. D'autres sont mus par le désir de pouvoir écrire eux-mêmes une lettre, d'améliorer leurs revenus, de réussir alors qu'ils n'ont pas pu fréquenter l'école, ou d'encadrer les études de leurs enfants. Ou encore le désir d'être plus autonome, de ne plus dépendre des autres.

Les besoins locaux

Le désir d'apprendre à lire est plus fort lorsque l'alphabétisation se fait dans la langue maternelle des apprenants et qu'elle correspond à leur réalité. Le projet novateur REFLECT, mis en place par Aide et Action, s'appuie sur des matériels élaborés

ENTRETIEN

Apprentissage communautaire au Mexique

Le Mexique adopte une nouvelle approche pour la formation des adultes. Entretien avec Ramón de la Peña Manrique, président de la Commission présidentielle sur la formation des adultes

Quelle est l'ampleur de l'analphabétisme au Mexique ?

La moitié des Mexicains sont laissés-pour-compte : sur un total de 65 millions, 5,9 millions sont analphabètes, 11,7 millions n'ont pas achevé l'école primaire et 14,9 millions n'ont pas bouclé le premier cycle du secondaire. 800 000 nouvelles personnes rejoignent leurs rangs chaque année.

Vous êtes président du CONEVYT, le Conseil national d'éducation tout au long de la vie. Que fait cet organisme ?

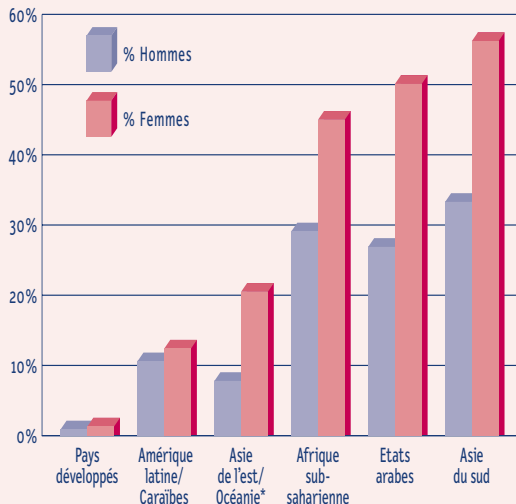
Le CONEVYT est une commission interministérielle réunissant l'Education, la Santé, le Développement social, l'Agriculture et les Communications, avec un budget d'environ 100 millions de dollars EU. Nous sommes chargés de créer un système éducatif national pour ces 32,5 millions de Mexicains laissés pour compte, en leur offrant une formation en rapport avec leur vie et leur activité professionnelle. Nous le faisons grâce à des centres communautaires modernes – « plazas » – qui offrent des programmes d'éducation par satellite, des vidéos, des CD et des livres, ainsi que des portails éducatifs sur l'Internet. Nous avons déjà 320 centres. Nous en créerons 2 000 de plus cette année, et il y en aura 20 000 en 2006.

Quelle est la réponse des usagers ?

Excellent. Les ordinateurs et Internet sont magiques pour eux. 50 à 200 personnes accèdent actuellement à ces ressources, mais lorsque nous aurons 20 000 centres, 3 millions de personnes seront touchées chaque mois.

Alphabétisation – 877 millions d'oubliés

Taux estimés d'analphabétisme dans le monde en 2000, selon la région et le sexe



Source : Institut de statistique de l'UNESCO
*Hors Japon, Australie et Nouvelle-Zélande

par les communautés : cartes, calendriers, histoires, chansons...

Les centres d'apprentissage communautaires ouverts par le Programme Asie-Pacifique d'éducation pour tous de l'UNESCO (APEAL) dans 18 pays, de l'Asie centrale à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, sont une autre réussite. Gérés directement par les populations, ils répondent aux besoins locaux, de l'alphabétisation à la formation aux compétences économiques de base.

Pour Clinton Robinson, consultant auprès de l'UNESCO, ces efforts à petite échelle montent souvent la bonne voie. Dans une région de la République démocratique du Congo où le système scolaire est quasi inexistant, des volontaires enseignent dans la langue locale, le ngbaka, pour initier ensuite au lin-

gala, la langue nationale, et au français. « Les cours ont continué malgré la guerre parce qu'ils sont gérés par les populations locales, adaptés à leurs besoins et d'un coût minime », explique C. Robinson.

Puisque l'alphabétisation améliore la vie des gens, comment expliquer la faiblesse des investissements publics ? L'éducation non formelle, dont font partie les programmes d'alphabétisation des adultes, représente en effet rarement plus de 5 % des budgets nationaux de l'éducation.

La réticence des gouvernements

Plusieurs théories sont avancées pour expliquer cette frilosité des gouvernements. Certains semblent préférer se concentrer sur la scolarisation des enfants, pour garantir l'alphabétisation des générations futures. Pour les experts, c'est avoir les idées trop courtes : « Pourquoi opposer alphabétisation des adultes et éducation des enfants alors qu'il est clair que l'une et l'autre sont liées ? » s'étonne A. Ouane. « Lorsque les parents sont analphabètes, les enfants ont du mal à profiter de l'école », rappelle-t-il.

Une autre théorie est que certains pays hésitent à éduquer et autonomiser les masses en raison du lien évident entre alphabétisation et démocratie. « Les gouvernements craignent que si la population sait lire, il soit plus difficile de lui cacher la réalité », estime Michael Omolewa, ambassadeur du Nigeria auprès de l'UNESCO.

Même lorsque les gouvernements souhaitent intervenir, ils sont handicapés par le manque de données sur le nombre d'analphabètes, les groupes-cibles et les actions entreprises. « On manque de méthodologies pour la collecte des données, et pour l'évaluation et le suivi de l'alphabétisation », déplore Margarete Sachs-Israel, de la Section de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle de l'UNESCO, si bien qu'« on ne connaît même pas l'impact des programmes d'alphabétisation ». l'UNESCO met actuellement au point un Système d'information pour la gestion de l'éducation non formelle, qui servira à collecter, traiter et analyser les données dans ce domaine.

De nombreux pays ont fait de réels efforts pour alphabétiser leurs populations, comme

ENTRETIEN

Le combat pour l'éducation non formelle au Pakistan

Au Penjab, le taux d'analphabétisme est élevé. Entretien avec Shaheen Rahman, ministre des affaires sociales, du progrès des femmes, de l'alphabétisation et de l'autonomisation des femmes de cette province pakistanaise.

Quelle est la situation au Penjab ?

Environ un tiers des femmes sont alphabétisées et 30 % des enfants ne sont pas scolarisés. La situation est pire dans le sud de la province, où près de 80 % des adultes ne savent ni lire ni écrire. Les grands programmes d'alphabétisation gèrent 10 000 centres qui enseignent à quelque 360 000 personnes, dont 95 % de jeunes femmes et de filles. Les ONG et la société civile sont partenaires à toutes les étapes.

Quels résultats avez-vous obtenus ?

On ne note aucun abandon dans les centres d'apprentissage. Les partenaires tiennent à ce que les filles poursuivent leurs études. La motivation est encouragée, dans la mesure où les apprenants sont essentiellement des villageois, qui veulent améliorer leur niveau de formation.

Pourquoi est-il difficile de lutter contre l'analphabétisme dans certains pays ?

Il y a le manque de ressources, l'idée que l'éducation ne rapporte pas assez vite, que l'éducation des filles ne sert à rien, le manque de matériels de lecture, la pauvreté. L'éducation non formelle a du mal à s'imposer, car le système formel ne l'accepte pas comme partenaire à égalité. Je dois me battre pour obtenir des ressources pour l'éducation non formelle.

Quels progrès, selon vous, aura accompli le Penjab d'ici 2015 ?

L'alphabétisation des femmes aura progressé, passant des 30 % actuels à 50 % au moins. Nous allons améliorer aussi l'apprentissage, surtout pour les adolescentes. L'engagement politique et la reconnaissance du caractère fondamental de l'alphabétisation dans la lutte contre la pauvreté seront de précieux alliés !

Pourquoi une Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation ?

990 millions de raisons justifient la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation : les 887 millions d'adultes analphabètes et les 113 millions d'enfants non scolarisés.

En annonçant la Décennie, l'Assemblée générale des Nations Unies a souligné qu'il était vital de créer des environnements alphabétisés pour lutter contre la pauvreté, parvenir à l'égalité entre les sexes et réaliser le développement durable. Elle a également chargé l'UNESCO de diriger la Décennie.

Les objectifs sont multiples : réduire le nombre des analphabètes, surtout chez les femmes et dans les régions où l'analphabétisme est le plus élevé (Afrique et Asie du sud) ; créer des environnements alphabétisés dynamiques ; améliorer la qualité de vie des personnes formées.

La Décennie vise à donner une voix à ceux qui n'en ont pas. Les analphabètes sont des exclus qui ne disposent d'aucun groupe de pression pour défendre leur cause.

→ Le Botswana, la Colombie, l'Inde, le Kenya, la Mozambique, la Namibie et la République unie de Tanzanie, même si l'efficacité de certaines campagnes est parfois contestée.

Faut-il croire aux campagnes d'alphabétisation ?

« Les campagnes d'alphabétisation sont toujours efficaces et durent si elles sont maintenues. Ne dure que ce qui est encouragé à durer », souligne le Pr Bhola. Les campagnes réussies, poursuit-il, ont été menées par des mouvements socialistes dans des sociétés mobilisées : le peuple entier participait.

L'absence de matériels de lecture était souvent un problème et l'est toujours. Dans certaines communautés en Inde, l'écrit peut se réduire à la seule inscription « Shiva » sur le mur d'un temple. Certains villages n'ont ni signalisation, ni dispensaires, ni banques. « On ne peut pas prêcher l'alphabétisation sans créer un environnement écrit, c'est un non-sens », insiste H. S. Bhola.

On ne crée pas une société alphabétisée en un jour, rappelle un autre expert, le Pr C. J. Daswani. « Amener une famille totalement illettrée à l'alphabétisation permanente se planifie sur trois générations », explique-t-il.

Passer d'un environnement où l'écrit est inexistant à un environnement alphabétisé dynamique est un pas de géant. C'est pourtant l'un des objectifs de la Décennie pour l'alphabétisation, qui sera lancée par l'ONU en 2003 (voir encadré).

Certains nouveaux alphabétisés ont trouvé des solutions au manque de supports de lecture : ils créent leurs propres matériels, consignent par écrit leurs expériences, les événements locaux et l'histoire de leur peuple, et diffusant ces textes autour d'eux. Ailleurs, des bibliothèques ambulantes satisfont ces besoins et, depuis peu, l'Afrique et l'Asie voient fleurir des centres communautaires polyvalents offrant journaux et accès à Internet aux populations.

Que penserait le ruandais Godfroid de cette évolution ? Qui sait si d'ici quelques années, à l'image de ses collègues des centres communautaires ougandais, il n'ira pas s'informer sur le web du prix de vente de ses produits agricoles.

ENTRETIEN

Les défis de l'alphabétisation au Nigeria

L'éducation des adultes a commencé au XI^e siècle au Nigeria. Mais comment ce pays de près de 150 millions d'habitants affronte-t-il aujourd'hui les défis de l'alphabétisation ? Entretien avec Michael Omolewa, expert en alphabétisation et ambassadeur du Nigeria auprès de l'UNESCO.

Quelles mesures prend le Nigeria pour préserver sa tradition d'éducation des adultes ?

Cette tradition reste forte, l'accent étant mis sur l'acquisition du savoir comme instrument d'autonomisation. Mais les ruraux et les femmes en ont souvent été écartés. En 1971, nous avons créé le Conseil national pour l'éducation des adultes afin d'assurer que les programmes correspondent aux besoins. Sinon, les gens considèrent l'éducation comme une perte de temps et s'en désintéressent.

Quels sont les résultats de la campagne décennale d'alphabétisation initiée en 1982 ?

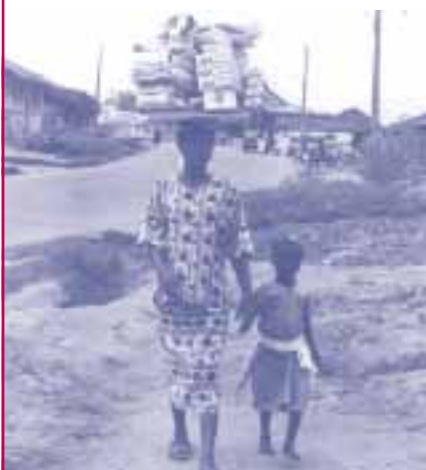
Les réussites sont nombreuses : nous avons mis en place la Commission nationale pour l'alphabétisation massive, qui reçoit le soutien du PNUD et de l'UNESCO. Les ONG ont montré qu'elles pouvaient apporter leur propre contribution. Un vaste programme, lancé avec le soutien du British Council, a créé des centres d'alphabétisation destinés aux commerçants des marchés.

Qu'attendez-vous de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation ?

Que les gens comprennent la nécessité de l'alphabétisation dans le contexte de la mondialisation. Nous espérons faire progresser les objectifs de l'Éducation pour tous : la Décennie renforcera ces efforts en visant des groupes et les régions actuellement laissés pour compte.

Le point de vue des Africains

Les experts de l'éducation mettent les bouchées doubles pour achever les plans d'actions nationaux pour l'Education pour tous d'ici la fin de l'année. Mais comment les Africains vivent-ils la crise de l'éducation qui frappe de si nombreux pays ? *L'éducation aujourd'hui* a mené l'enquête en Afrique.



UNESCO/Kehinde Osumrayi

Dans les villes pauvres de l'Afrique, comme dans d'autres pays du Sud, les gens vivent à plusieurs dans une pièce, ce qui n'est guère propice aux devoirs. 60 % des enfants sénégalais interrompent leurs études à la fin de l'école primaire. Au Niger, 9 % seulement des enfants d'âge scolaire secondaire sont scolarisés.

« Pour atteindre l'Education pour tous, il faut soutenir les enseignants », plaide un maître d'école camerounais. « Comment enseignerai-je correctement quand la faim me tenaille ? » « Avec un salaire mensuel de 50 000 francs CFA (73 dollars EU), que puis-je faire d'autre ? », demande un enseignant français de Cotonou, qui joint péniblement les deux bouts en faisant le taxi sur sa mobylette chaque week-end.

Les mentalités sont un autre obstacle. « Si ma fille va à l'école, elle va avoir des idées et je ne pourrai plus la contrôler », s'inquiète une mère de Dakar. « Mieux vaut un mari que des tonnes de diplômes », renchérit Béatrice Murorunkwere, ruandaise de 24 ans et élève brillante jusqu'à l'âge de 14 ans, où elle a quitté l'école pour se marier. La réticence des parents africains à envoyer leurs filles à l'école est renforcée par la pratique de certains maîtres d'exercer un chantage sexuel contre des bonnes notes.

Pourtant, peu à peu, l'éducation des filles fait son chemin partout en Afrique. A Madagascar, en Namibie et au Botswana, on compte même plus de filles que de garçons dans certaines classes.

Mais d'autres dangers menacent les progrès réalisés : le VIH/sida, les guerres civiles et la forte croissance démographique.

**Statistiques de l'éducation 2001 – Rapport régional pour l'Afrique subsaharienne peut être commandé à l'adresse suivante uis.resource-centre@unesco.org ou consulté sur www.unesco.org/statistics*

Reportage : Syfia International

En Afrique subsaharienne, selon un rapport récent* de l'Institut de statistique de l'UNESCO, sur dix enfants d'âge scolaire primaire, quatre ne sont pas scolarisés, et l'analphabétisme des adultes est très élevé. Quant aux quelques chanceux qui accèdent à l'école, une faible part acquiert les compétences de base.

Voilà pour les statistiques. Mais comment les Africains eux-mêmes vivent-ils cette crise de l'éducation ? Interrogés, la plupart – les jeunes générations surtout – conviennent du caractère vital de l'éducation. Aujourd'hui, les progrès éducatifs dans la région sont souvent le fait de la société civile, qui prend le relais de l'Etat. La prolifération des écoles privées partout en Afrique prouve aussi que les parents sont prêts à des sacrifices pour que leurs enfants puissent étudier.

La pauvreté des familles, qui contraint les enfants au travail, demeure la cause principale du retard éducatif. A Dakar, des gamins mendient en plein midi dans l'espoir d'obtenir une bouchée de pain pour déjeuner. « Les parents de nos élèves sont en majorité analphabètes et chômeurs », constate une directrice d'école de Douala, au Cameroun.

Vers une synergie renforcée

Un mouvement mondial comme l'Education pour tous sollicite nécessairement la participation d'une multitude de parties prenantes : les gouvernements, les organismes d'aide au développement, les ONGs et la société civile. Comment assurer la cohérence d'une telle armée de partenaires, sans redondances ni lacunes ?

Une *Stratégie internationale pour rendre opérationnel le Cadre d'action de Dakar* vient d'être élaborée, qui se veut un appel à unir les efforts pour plus de cohésion. Cinq grands domaines d'action conjointe sont dégagés : planification, financement, sensibilisation et communication, suivi et évaluation, coordination internationale et régionale.

Axée sur l'échelon national, elle trace les grandes lignes du soutien international apporté par les partenaires multilatéraux et bilatéraux du développement et par les ONG.

Cette stratégie a été élaborée par une Equipe spéciale internationale réunissant des partenaires clés de l'Education pour tous, et présidée par John Daniel, Sous-Directeur général de l'UNESCO pour l'éducation. Sa mise en œuvre sera examinée lors de la troisième réunion du Groupe de travail sur l'Education pour tous, les 22 et 23 juillet, au Siège de l'UNESCO à Paris.

La version imprimée est disponible auprès du Secteur de l'éducation. Version électronique sur : www.unesco.org/education/efa

Contact : Ulrika Peppler Barry, UNESCO Paris, mél : u.peppler@unesco.org

Plus de détails sur

3 questions à Christopher Colclough

Directeur du Rapport de suivi de l'Éducation pour tous, dont le deuxième numéro paraîtra en novembre 2002

1 Quels sont les grands axes de ce second Rapport ?

Le rapport examinera cette année les progrès de l'Éducation pour tous pour chacun des six objectifs de Dakar, avec des indicateurs par pays. Il s'intéressera aussi à la planification gouvernementale, à la participation de la société civile et au fonctionnement des forums sur l'Éducation pour tous. Sans oublier le financement, le rôle de la communauté internationale et les besoins en matière d'aide internationale.

2 Le Rapport de suivi est présenté comme le rapport annuel mondial de l'Éducation pour tous. Pourquoi a-t-il une telle autorité ?

Bien que travaillant au Siège de l'UNESCO à Paris, les experts chargés de préparer le rapport forment une équipe indépendante, conseillée par un comité de rédaction.

C'est un ouvrage collectif, auquel participent de nombreux organismes. Cette indépendance était une condition essentielle pour la communauté internationale, et c'est ce qui fait du rapport une référence.

3 D'où proviennent les données ?

Une bonne part proviennent de l'Institut de statistique de l'UNESCO. Mais nous avons d'autres sources : les données sur la structure de l'aide sont fournies par l'OCDE et la Banque mondiale, et nous bénéficions aussi des données de planification de plusieurs organismes nationaux. On ne peut pas éviter un certain décalage dans l'exercice de collecte annuel. Actuellement, il est d'environ trois ans. On parviendra peut-être à le réduire à deux ans, mais, soyons réalistes, il faudra toujours se contenter de données internationales en retard de deux ans.

La Semaine de l'Éducation pour tous **fêtée** dans le monde entier

Des milliers de personnes, dans plus de 90 pays, ont pris part cette année à la Semaine mondiale de l'Éducation pour tous, du 22 au 26 avril, pour célébrer l'engagement pris au Forum mondial sur l'éducation (Dakar, avril 2000) de réaliser l'Éducation pour tous d'ici 2015.

Enseignants, élèves, parents, organisations de la société civile et organisations internationales ont apporté leur contribution. L'UNESCO et la Campagne mondiale pour l'éducation ont lancé conjointement un concours international de dessins d'enfants sur le thème : « Ce que je veux être quand je serai grand ». Des rassemblements et des marches ont eu lieu entre autres à Washington, Djakarta, Delhi, Cotonou, Dhaka et

Johannesburg. Dans les villes et les villages, des séminaires, du théâtre de rue, des conférences de presse, des matchs de football, des débats télévisés, des ateliers réunissant les parlementaires et des émissions de radio à ligne ouverte ont marqué l'occasion.

« La Semaine mondiale de l'Éducation pour tous gagne du terrain », constate Abhimanyu Singh, qui dirige l'Unité du suivi de Dakar à l'UNESCO. « Cette année, la mobilisation a été impressionnante, mais nous voulons faire encore mieux l'année prochaine ».

Pour en savoir plus sur la Semaine de l'Éducation pour tous et pour envoyer à un ami une carte électronique illustrant l'un des six objectifs de Dakar : www.unesco.org/education/efa

Autour du monde

→ L'initiative de « procédure accélérée » proposée par la Banque mondiale pour mobiliser des fonds et venir en aide à 23 pays qui peinent à réaliser l'éducation primaire universelle a recueilli le soutien de la communauté internationale.

→ Entre mars et juin 2002, l'Institut de statistique de l'UNESCO a organisé dix ateliers régionaux sur les statistiques éducatives. Ils ont réuni plusieurs centaines d'experts des ministères de l'éducation.

→ Les ministres de l'éducation et du développement international des pays nordiques se sont retrouvés à Oslo au début de juin pour débattre du rôle de l'éducation dans la coopération pour le développement, et de l'harmonisation et l'accélération de leurs efforts.

→ Les bureaux régionaux du PNUD, de l'UNESCO, du FNUAP, de l'UNICEF, du PAM et de la Banque mondiale en Afrique ont signé le 3 mai un protocole visant à mobiliser des ressources pour soutenir les efforts en faveur de l'Éducation pour tous.

→ Un Forum régional africain sur l'Éducation pour tous a été créé en avril sous la direction du bureau de l'UNESCO à Dakar. Trois réunions sous-régionales ont été organisées depuis pour élaborer les outils qui aideront les équipes chargées de préparer les plans d'action nationaux.

→ Des ateliers de formation sur la planification de l'Éducation pour tous ont été organisés en Amérique latine et aux Caraïbes. Un mécanisme de coordination sous-régionale dirigé par le bureau de l'UNESCO à Santiago a été mis en place en avril. Le bureau de l'UNESCO à Kingston étudie la mise en place d'un mécanisme similaire dans les Caraïbes.

Enseigner l'histoire de la traite négrière

Comment parler aux élèves des dizaines de millions d'Africains embarqués outre-Atlantique comme esclaves ?

Un nouvel outil pédagogique, *Voyages d'esclaves*, a été produit par les Ecoles associées de l'UNESCO dans le cadre du Projet d'éducation sur la traite négrière transatlantique. C'est le second volume d'une trilogie qui retrace l'histoire de la traite, en multipliant les points de vue pour offrir un outil objectif. Les coordinateurs du projet se félicitent de sa publication. « C'est l'outil que nous attendions tous », explique l'un d'eux.

Voyages d'esclaves fait suite à *Voix d'esclaves*, déjà diffusé dans les écoles d'Afrique, des Amériques et d'Europe. Un troisième volume est prévu, intitulé *Visions d'esclaves*.

Contact : Elizabeth Khawajkie ou Jean O'Sullivan, UNESCO-Paris. mél : e.khawajkie@unesco.org ; j.osullivan@unesco.org



Former pour le monde du travail

Défendre un enseignement et une formation techniques et professionnels (EFTP) pertinents, rentables et de qualité, tel est l'objectif du Centre UNESCO-UNEVOC, inauguré le 8 avril à Bonn. L'accent est mis sur l'échange d'informations, le travail en réseau et la coopération internationale.

« Une meilleure formation pour le monde du travail permettra aux travailleurs d'accroître leurs revenus et leurs choix professionnels, contribuera à réduire la pauvreté et autonomisera les personnes menacées de marginalisation », confie Rupert Maclean, directeur du centre.

Le centre travaille au renforcement de la coopération en matière d'EFTP entre les quatorze pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Un projet de gestion des connaissances est lancé qui permettra aux pays de mettre en commun documents politiques, schémas directeurs, programmes d'études, matériels de formation des enseignants, matériels d'évaluation et de certification, etc. Une formation sera aussi apportée aux équipes nationales.

Contacts : Rupert Maclean et Hans Kronner, UNESCO-UNEVOC, mél : r.maclean@unevoc.de ; h.kronner@unevoc.de

Evaluations latino-américaines

En 1988, le Laboratoire latino-américain d'évaluation de la qualité de l'enseignement, du bureau de l'UNESCO à Santiago, avait mesuré les performances des élèves de 3^e et 4^e année en mathématiques et en espagnol. Il lance aujourd'hui une deuxième étude, à paraître en 2004, pour examiner si les acquis scolaires ont évolué depuis la première étude. Le Laboratoire fait également équipe avec la Banque mondiale pour mesurer les acquis de 3^e année en Amérique centrale. Les résultats seront connus d'ici la fin de 2002.

Contact : Juan Enrique Froemel, UNESCO-Santiago, mél : jfroemel@unesco.cl

Une association pour l'orientation professionnelle

De nombreux enseignants n'ont jamais été formés pour offrir les conseils en orientation professionnelle nécessaires aux adolescents. L'African Association for Guidance and Counselling a donc été fondée en avril à Nairobi, pour apporter un soutien aux conseillers d'orientation et faciliter leur mise en réseau avec les partenaires internationaux. Le Programme d'orientation, de conseils et de développement des jeunes, lancé en avril 1994 avec le soutien de l'UNESCO, assure le développement de services d'orientation vers la formation professionnelle destinés aux enfants et aux jeunes. Il a formé jusqu'à présent 8 000 formateurs dans 27 pays d'Afrique et prépare son extension en ligne.

Contact : Winsome Gordon, UNESCO-Paris, mél : w.gordon@unesco.org

L'oasis des rêves

Le village de Neve Shalom/Wahat al-Salam en Israël est un lieu d'exception : des enfants juifs et arabes y fréquentent ensemble l'école élémentaire et les adolescents des deux peuples participent avec leurs enseignants à un programme de proximité pour la résolution des conflits, l'« Ecole de la paix ». L'école élémentaire du village est l'une des 7 000 écoles du Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO.

Dans ce village, Juifs et Palestiniens ont fondé une communauté dans laquelle ils travaillent à vivre ensemble en paix tout en préservant leurs patrimoines culturels et leurs langues respectives.

Un livre, *Oasis of Dreams: Teaching and Learning Peace in a Jewish-Palestinian Village in Israel* [L'oasis des rêves : enseigner et apprendre la paix dans un village judéo-palestinien d'Israël], aboutissement de neuf années de recherches du Pr Grace Feuerverger, retrace cette aventure.

Pour le commander : Routledge Falmer, 7625 Empire Drive, Florence, KY, USA 41042-2919, fax : 1 800 248 47 24

Notes sur la politique de la petite enfance

L'UNESCO a lancé en mars 2002 une collection de notes consacrées aux questions de politique en matière de petite enfance et de soutien aux familles. Ces notes offrent des informations sur les différentes options en matière de politiques de la petite enfance, ainsi qu'une analyse des problèmes soulevés.

Le but est d'informer les décideurs, d'encourager le dialogue entre les partenaires et de renforcer leur capacité à élaborer des politiques viables, axées sur le développement du jeune enfant.

Le numéro 3, qui vient de paraître, décrit la réforme suédoise des services de la petite enfance.

Contact : Soo-Hyang Choi, UNESCO-Paris,
mél : sh.choi@unesco.org

Responsabiliser les jeunes consommateurs

Selon les estimations, si le reste du monde se mettait à consommer comme les pays industrialisés, nous aurions besoin de quatre Terres supplémentaires ! Le mode de consommation des jeunes jouera donc un rôle décisif dans notre avenir.

Un nouveau kit de formation, préparé par l'UNESCO et l'UNEP (Programme des Nations Unies pour l'environnement), initie les jeunes au concept de consommation responsable, à travers une série de thèmes mobilisateurs : la crise alimentaire, la dépendance automobile, le tourisme de masse, les énergies renouvelables, les changements climatiques, les expérimentations sur les animaux et le travail des enfants.

Ce kit fait partie du projet YouthXchange, lancé à la suite d'une enquête UNESCO/UNEP portant sur les modes de consommation de 10 000 jeunes dans 24 pays.

Contact : Julia Heiss, UNESCO-Paris,
mél : j.heiss@unesco.org
Visitez www.youthxchange.net

JUILLET

1-3

Forum sur l'impact de l'apprentissage ouvert sur l'enseignement supérieur dans les pays en développement
UNESCO-Paris • Contact : m.patru@unesco.org

22-23

Troisième réunion du Groupe de travail sur l'Education pour tous • UNESCO-Paris • Contact : u.peppler@unesco.org

23-24

Réunion du Comité de rédaction du Rapport de suivi de l'Education pour tous • UNESCO-Paris
Contact : u.peppler@unesco.org

AOUT

1-2

Progresser et innover dans l'enseignement des sciences en Amérique latine et aux Caraïbes
UNESCO-Santiago • Contact : bmacedo@unesco.cl

5-6

Réunion des vice-ministres de l'éducation en Amérique latine • Organisé par l'UNESCO • Santiago, Chili
Contact : machado@unesco.cl

26 août - 4 septembre

Sommet mondial sur le développement durable
Organisé par les Nations Unies
Johannesburg, Afrique du sud
Contact à l'UNESCO : v.chinapah@unesco.org

SEPTEMBRE

8

Journée internationale de l'alphabétisation
(fêtée cette année également le 9 et le 10)
Contact : n.aksornkool@unesco.org

OCTOBRE

1-2

Conférence internationale sur l'Education pour tous : vers l'égalité, la qualité, l'accessibilité et l'excellence en alphabétisation, organisée par l'Université Kebangsaan Malaysia, la Commission nationale malaise pour l'UNESCO, UNICEF-Malaysia et UNESCO-Djakarta
Putrajaya, Selangor, Malaisie • Contact : fhaq@ukm.my

5

Journée internationale des enseignants
Contact : r.halperin@unesco.org

17-18

Forum mondial sur l'assurance de la qualité, l'habilitation et la reconnaissance des diplômés au plan international
UNESCO-Paris • Contact : s.uvalic-trumbic@unesco.org

30 octobre - 2 novembre

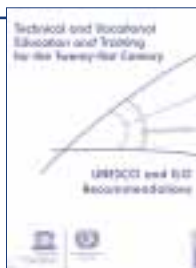
Atelier international sous-régional sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans la formation des enseignants en Europe centrale et orientale • Kiev, Ukraine • Contact : m.patru@unesco.org



● **Financing Secondary Education in Developing Countries: Strategies for Sustainable Growth** de Keith Lewin et Françoise Caillods. Cette étude démontre que plusieurs pays en développement auront des difficultés à financer l'expansion de l'enseignement secondaire s'ils persistent dans les structures de coûts actuelles. L'ouvrage présente plusieurs scénarios de financement de l'enseignement secondaire. Disponible aux Editions UNESCO. 370 p., 19,82 euros*.

● **La Recommandation OIT/UNESCO de 1966 concernant la condition du personnel enseignant : de quoi s'agit-il ? qui devrait l'utiliser ?** Une brochure de 8 pages publiée par l'UNESCO et l'Organisation internationale du travail (OIT) pour informer le public sur le seul instrument normatif international couvrant les droits et les devoirs des 60 millions d'enseignants.

● **Enseignement et formation techniques et professionnels pour le vingt et unième siècle : recommandations de l'UNESCO et de l'OIT.** Cette brochure de 68 pages présente deux déclarations politiques majeures de l'UNESCO et de l'Organisation internationale du travail (OIT). L'UNESCO a choisi de centrer son intérêt sur l'enseignement technique et professionnel, alors que l'OIT met l'accent sur la formation pour l'emploi, un travail décent et le bien-être des travailleurs.



● **Using Assessment to Improve the Quality of Education** de Thomas Kellaghan et Vincent Greaney. Les évaluations nationales et internationales renseignent sur les niveaux de connaissances, de compétences et de comportements enseignés aux élèves. Cet ouvrage décrit la nature, les modèles et les buts des évaluations nationales et l'usage qui est fait des informations obtenues dans différents pays. (Fundamentals of Education Planning, 71, IIEP) Disponible aux Editions UNESCO, 98 p., 12,20 euros*.

● **Il était une fois le livre** sous la direction de Eduardo Portella. Cet ouvrage examine le rôle du livre dans les différentes parties du monde et s'interroge sur son avenir. Absorbé par le web, va-t-il disparaître ou trouver une nouvelle vitalité ? Dix-sept auteurs – historiens de l'art, philosophes, psychanalistes, essayistes et un caricaturiste – ont participé à l'ouvrage. Disponible aux Editions UNESCO, 188 p., 21,34 euros*.

● **Learning Throughout Life: Challenges for the Twenty-first Century.** Ce livre fait le tour des principaux sujets évoqués lors de la conférence de suivi du rapport *L'éducation, un trésor est caché dedans*, préparé par la Commission internationale sur l'éducation pour le vingt et unième siècle (Lisbonne, 1999). Disponible aux Editions UNESCO, 160 p., 14 euros*.

● **Elementary ICT Curriculum for Teacher Training.** Cette brochure de 76 pages énonce une série de principes directeurs sur les différentes utilisations possibles des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la formation des enseignants, avec un message clair : c'est à la pédagogie, non à la technologie, que doit être accordée la priorité. Disponible auprès de l'Institut de l'UNESCO pour l'application des technologies de l'information à l'éducation. Pour commander : www.iite.ru, 20 dollars EU, mél : info@iite.ru

● **Teacher Education Guidelines: Using Open and Distance Learning.** Chaque jour, les ministères de l'éducation et les instituts de formation des enseignants sont confrontés à des choix difficiles lorsqu'il s'agit de développer la formation des enseignants grâce à l'apprentissage ouvert et à distance. Quelle est son efficacité ? Quelles technologies utiliser ? Quel est leur coût ? Une brochure de 68 pages répond à ces questions.

● **Manuel d'orientation professionnelle : guide pratique pour la mise en place, la gestion et l'évaluation de services d'orientation professionnelle dans les établissements d'enseignement supérieur** est un guide pratique destiné aux établissements de l'enseignement supérieur désireux de créer un centre d'orientation professionnelle ou de renforcer les services offerts aux étudiants dans ce domaine (UNESCO doc. ED-2002/WS/09).

● **Groupe de haut niveau sur l'éducation pour tous.** Compte-rendu de la première réunion du Groupe (UNESCO, Paris, 29-30 octobre 2001). (UNESCO doc. ED-2002/WS/7).

● **Réunion internationale d'experts sur l'enseignement secondaire général au XXI^e siècle : défis, tendances et priorités.** Rapport final de la conférence de Beijing (21-25 mai 2001). (UNESCO doc. ED-2002/WS/4).

● **Gender Equality in Basic Education in Latin America and the Caribbean** présente la situation de l'égalité entre les sexes dans l'éducation de base en Amérique latine et aux Caraïbes. Les auteurs estiment qu'une approche plus ciblée de certaines populations est nécessaire. Disponible en anglais et en espagnol.

● **Peddro** (lettre d'information du projet PEDDRO de prévention de l'abus de drogues par l'éducation, lancé par l'UNESCO, la Commission européenne et l'ONUSIDA). Ce numéro spécial est consacré à l'abus de drogues et au sida et analyse, entre autres, l'état d'urgence en Europe orientale et en Asie et l'éducation préventive des toxicomanes. Contact : H. Oussedik, UNESCO-Paris, mél : hm.oussedik@unesco.org



Sauf mention du contraire, toutes les publications sont disponibles gratuitement auprès du Service de documentation et d'information du Secteur de l'éducation de l'UNESCO. mél : oai@unesco.org

**Pour commander aux Editions UNESCO : <http://upo.unesco.org/default.asp>*

L'éducation aujourd'hui est un bulletin d'information trimestriel consacré aux tendances et aux innovations de l'éducation, aux efforts mondiaux en faveur de l'Éducation pour tous et aux activités éducatives de l'UNESCO. Il est publié en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe par le Secteur de l'éducation de l'UNESCO. Les articles ne sont pas soumis à droits d'auteur et peuvent être librement reproduits, moyennant référence à « L'éducation aujourd'hui-UNESCO », et envoi d'une copie de l'article à la rédaction. Rédaction : Anne Müller et Teresa Murtagh, avec la collaboration de Jane Marshall • Assistante de rédaction : Martine Kayser • Version française : Françoise Arnaud-Demir et Nadia Khouri-Dagher • Conception graphique : Pilote Corporate • Maquette : Sylvaine Baeyens Crédits photographiques (couverture) : UNESCO/Dominique Roger, P. Wales ; A. Kompanijcheko

